

La vice-présidente du Conseil régional de Bretagne  
Besprezidantez Kuzul-rannvro Breizh  
Sour-perzidente du Consail rejona de Bertègn

**Direction de l'aménagement**

Service aménagement, foncier et habitat

Personne chargée du dossier : Emmanuelle QUINIOU,

Cheffe de service

Tél. : 02 22 51 60 69

Courriel : emmanuelle.quiniou@bretagne.bzh

→ **Référence** à rappeler dans toutes vos correspondances :

N° : 407318/DIRAM/SAFH/EQ

Vos références : PLB/CM/JB/YF/ER/SB

Monsieur Gervais Egault  
Président  
Lannion-Trégor Communauté  
1, rue Monge  
CS 10761 - 22307 Lannion Cedex

Rennes, le 03 mars 2025

Monsieur le Président,

*Cher Gervais,*

Par un courrier en date du 10 février vous avez sollicité l'avis du Conseil régional de Bretagne sur la modification simplifiée n°1 du SCOT du Trégor, prescrite par arrêté en date du 22 janvier 2024.

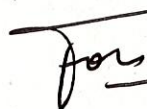
Cette procédure a pour objet l'intégration des objectifs de réduction du rythme de l'artificialisation des sols issus de la loi Climat et résilience du 22 août 2021, tels que traduits dans le Schéma régional d'aménagement et d'égalité des territoires (SRADDET) de Bretagne.

Après lecture et analyse attentives des documents transmis par vos services, j'ai le plaisir de vous adresser l'avis du Conseil régional, joint à ce courrier, en soulignant les efforts annoncés en matière de moindre consommation foncière.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'expression de mes sincères salutations.

*Très cordialement,*

La Vice-présidente en charge de l'économie, l'industrie, l'innovation et de la stratégie foncière.



Laurence FORTIN



## Avis MODIFICATION SIMPLIFIÉE SCOT TREGOR

La Région Bretagne a élaboré le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), matérialisant le projet du territoire breton à l'horizon 2040, grâce à une démarche collective mobilisant l'ensemble des acteurs bretons : la BREIZH COP.

Au cœur de cette méthode souhaitée par la Région pour dessiner le projet de territoire breton, les Schémas de Cohérence Territoriaux de Bretagne sont à la fois les contributeurs privilégiés, les destinataires principaux et les acteurs majeurs de mise en œuvre des orientations et objectifs du schéma régional. Le SRADDET constitue un outil de différenciation et de territorialisation à l'échelle des SCoT (en tant que grandes parties du territoire au sens de la loi) et non à l'échelle des EPCI ou des communes, dans le respect du principe de subsidiarité.

En raison de leur dimension intégratrice, supra-communale et anticipatrice, les SCoT bretons représentent un levier de premier plan pour la prise en compte des enjeux d'intérêt régional par les collectivités de Bretagne. Cette mise en œuvre vise notamment le nécessaire changement de modèle d'aménagement du territoire régional, la gestion équilibrée et durable de l'occupation et de l'usage des sols bretons, la protection de la biodiversité, la lutte contre le changement climatique, ainsi que l'adaptation et la résilience des territoires bretons.

La loi Climat et Résilience du 24 août 2021 et sa concrétisation régionale ont amené à la modification n°1 du SRADDET Bretagne, approuvé le 14 février 2024 et aujourd'hui opposable. Cette première évolution a pu conforter la gouvernance bretonne et l'ambition partagée, incarnées notamment par la composition et le règlement intérieur de la Conférence régionale de gouvernance de la politique de réduction de l'artificialisation des sols de Bretagne, dont le pilier central reste le collectif SCoT/Région, conformément aux avis favorables exprimés par la très grande majorité des acteurs de la planification urbaine et territoriale de Bretagne.

La première modification du SRADDET breton a consolidé la notion d'artificialisation et de consommation effective des sols déjà présente dans l'ambition initiale du SRADDET. Celle-ci a permis d'aboutir à des objectifs territorialisés de réduction de cette artificialisation, à l'échelle des SCoT et dans une méthode de critérisation et de co-construction étroite et rigoureuse avec ces derniers...

L'élaboration ou la révision des SCoT constitue ainsi une étape importante pour la déclinaison, dans les territoires, des 38 objectifs et des 28 règles du SRADDET Bretagne. C'est pourquoi la Région sera soucieuse de pouvoir contribuer à faciliter la mise en œuvre du SCoT et à apporter son concours, dans son champ de compétences, pour approfondir le cas échéant les réflexions engagées sur certaines thématiques.

Parce qu'elle perçoit les SCoT comme des outils majeurs pour le développement équilibré et maîtrisé du territoire breton, la Région s'attache à contribuer de façon constructive à leur élaboration et à leur mise en œuvre, en partenariat avec les acteurs locaux. En amont du projet arrêté, dans le cadre de son rôle de personne publique associée (PPA) et en tant que rédactrice du SRADDET, la Région vise à multiplier les échanges, faciliter la mutualisation des réflexions et la valorisation des bonnes pratiques.

Du fait de leur caractère prescriptif et de leur forte corrélation avec les objectifs du schéma directement rattachés aux questions de planification et d'urbanisme, la Région a choisi de structurer son avis final autour des règles du fascicule du SRADDET. Il s'agit ici, dans la perspective de l'élaboration ou la révision à venir de l'ensemble des SCoT bretons prévu par le cadre législatif, de rappeler les priorités régionales en matière d'aménagement du territoire, sans hiérarchisation des domaines traités. **Les analyses et les propositions présentées dans ce document doivent être appréhendées comme une contribution participative de la Région Bretagne à la finalisation du SCoT.**

## I. Equilibre des territoires

### Règle 1.9 : Cibles territorialisées de consommation foncière maximale pour la tranche 2021-2031

Les SCoT, et en l'absence de SCoT les PLU-I, pourront autoriser une consommation foncière effective maximale d'espaces agricoles, naturels et forestiers, pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2021 au 31 août 2031, correspondant aux enveloppes territoriales suivantes (en hectares) :

SCOT de la CC Arc Sud Bretagne	139
SCOT Cap Atlantique	31
SCOT Centre-Ouest Bretagne	199
SCOT de la CA Concarneau Cornouaille Agglomération	123
SCOT de Dinan Agglomération	243
SCOT de la CC Loudéac Communauté- Bretagne Centre	163
SCOT de l'Odéa	322
SCOT de l'Ouest Cornouaille	229
SCOT du Pays d'Auray	254
SCOT du Pays de Brest	745
SCOT du Pays de Brocéliande	256
SCOT du Pays de Fougères	216
SCOT du Pays de Guingamp	299
SCOT du Pays de Lorient	304
SCOT du Pays de Morlaix	307
SCOT du Pays de Ploërmel - Coeur de Bretagne	296
SCOT du Pays de Pontivy	275
PLUI de Baud Communauté	48
SCOT du Pays de Redon - Bretagne Sud	118
SCOT du Pays de Rennes	992
SCOT du Pays de Saint-Brieuc	513
SCOT du Pays de Saint-Malo	461
SCOT du Pays de Vitré	305
SCOT du Pays des Vallons de Vilaine	191
PLUI de la CC Questembert Communauté	86
SCOT de la CA Quimperlé Communauté	120
SCOT du Trégor	203
SCOT de la CA Golfe du Morbihan – Vannes Agglomération	426
Commune Ile de Ouessant	0,4
Commune Ile de Sein	0,1

**Rappel** Les SCoT bi-régionaux se voient attribuer une enveloppe foncière correspondant aux communes du SCoT situées en Bretagne, qui sera à additionner à l'enveloppe foncière attribuée par le SRADDET de la Région voisine pour les communes restantes

Le SCoT du Trégor indique un compte foncier global de 304,5 ha sur la période d'application du SCoT prévue jusqu'en 2040, réparti comme suit :

- 203 ha sur la période 2021-2031 correspondant à un objectif de consommation d'espaces naturels agricoles et forestiers ;
- 101,5 ha estimés sur la période 2031-2041 correspondant à un objectif d'artificialisation des sols (-50% de la consommation de la décennie précédente) en vue de tendre vers le ZAN à horizon 2050.

Cette enveloppe foncière de 304,5 ha a été affectée localement à chaque grande thématique selon les besoins identifiés et affinée selon différentes considérations :

- Un volume consolidé de 211 ha pour l'habitat (production de logements), comprenant la mobilisation de la garantie rurale (de 1 ha) pour 22 communes. L'objectif de production de logements annuel (fixé à 500 logements) est revu à la baisse compte tenu d'un taux de croissance démographique révisé à 0,23 % par an (au lieu de 0,6 % initialement). Le SCoT propose un principe de territorialisation permettant une répartition de la production de logements entre les communes : 50 % pour les communes pôles (pôle principal, pôles secondaires et pôles relais) et 50 % dans les centralités communales.
- Un volume de 45 ha pour l'activité économique, correspondant aux besoins identifiés en matière de foncier économique, sur la base de la stratégie économique définie à 2040 pour le territoire. Dans ce cadre, il a été tenu compte des gisements fonciers et potentiels de densification sur les PAE, la requalification des friches et l'immobilier déjà existant, démontrant une réelle volonté de limiter la consommation d'espaces. Les besoins d'extension sont répartis selon la typologie établie des EAE du Trégor. A noter qu'aucun potentiel d'extension n'est envisagé pour les espaces commerciaux périphériques.
- Un volume initial de 56 ha pour les équipements et les infrastructures d'intérêt communautaire révisé à la baisse. Le décompte final prend donc en compte des besoins identifiés à 20,4 ha et Le SCoT indique conserver le différentiel de 28 ha par rapport à l'enveloppe de consommation maximale définie dans le SRADDET afin de mobiliser ce foncier pour des opérations d'habitat spécifiques, d'équipements ou d'infrastructures non connus à ce jour.

**Avis régional : La modification du SCoT du Trégor respecte la consommation foncière effective maximale d'espaces agricoles, naturels et forestiers, pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2021 au 31 août 2031 dont l'enveloppe maximale a été déterminée suite à la modification n° 1 du SRADDET Bretagne, approuvée en février 2024.**

Il est à noter que l'enveloppe déterminée par la Région est une autorisation maximale de consommation et non une cible à atteindre.

Concernant le différentiel de 28 ha, il est indiqué dans le SCoT qu'il appartient aux documents d'urbanisme communaux de définir les secteurs d'urbanisation ainsi que la vocation dévolue à cette superficie, dans le respect des enveloppes définies. Le PLUI-H en cours d'élaboration devrait permettre d'accompagner au mieux cette déclinaison.

La Région souligne les efforts annoncés en matière de maîtrise de la consommation d'espace et prend acte du renoncement à certains ouvrages (pont sur le Léguer à Lannion, rocade d'agglomération au sud de Lannion et contournements des bourgs de Ploubezre et Plouaret).





## Avis MODIFICATION SIMPLIFIÉE SCOT TREGOR

La Région Bretagne a élaboré le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), matérialisant le projet du territoire breton à l'horizon 2040, grâce à une démarche collective mobilisant l'ensemble des acteurs bretons : la BREIZH COP.

Au cœur de cette méthode souhaitée par la Région pour dessiner le projet de territoire breton, les Schémas de Cohérence Territoriaux de Bretagne sont à la fois les contributeurs privilégiés, les destinataires principaux et les acteurs majeurs de mise en œuvre des orientations et objectifs du schéma régional. Le SRADDET constitue un outil de différenciation et de territorialisation à l'échelle des SCoT (en tant que grandes parties du territoire au sens de la loi) et non à l'échelle des EPCI ou des communes, dans le respect du principe de subsidiarité.

En raison de leur dimension intégratrice, supra-communale et anticipatrice, les SCoT bretons représentent un levier de premier plan pour la prise en compte des enjeux d'intérêt régional par les collectivités de Bretagne. Cette mise en œuvre vise notamment le nécessaire changement de modèle d'aménagement du territoire régional, la gestion équilibrée et durable de l'occupation et de l'usage des sols bretons, la protection de la biodiversité, la lutte contre le changement climatique, ainsi que l'adaptation et la résilience des territoires bretons.

La loi Climat et Résilience du 24 août 2021 et sa concrétisation régionale ont amené à la modification n°1 du SRADDET Bretagne, approuvé le 14 février 2024 et aujourd'hui opposable. Cette première évolution a pu conforter la gouvernance bretonne et l'ambition partagée, incarnées notamment par la composition et le règlement intérieur de la Conférence régionale de gouvernance de la politique de réduction de l'artificialisation des sols de Bretagne, dont le pilier central reste le collectif SCoT/Région, conformément aux avis favorables exprimés par la très grande majorité des acteurs de la planification urbaine et territoriale de Bretagne.

La première modification du SRADDET breton a consolidé la notion d'artificialisation et de consommation effective des sols déjà présente dans l'ambition initiale du SRADDET. Celle-ci a permis d'aboutir à des objectifs territorialisés de réduction de cette artificialisation, à l'échelle des SCoT et dans une méthode de critérisation et de co-construction étroite et rigoureuse avec ces derniers...

L'élaboration ou la révision des SCoT constitue ainsi une étape importante pour la déclinaison, dans les territoires, des 38 objectifs et des 28 règles du SRADDET Bretagne. C'est pourquoi la Région sera soucieuse de pouvoir contribuer à faciliter la mise en œuvre du SCoT et à apporter son concours, dans son champ de compétences, pour approfondir le cas échéant les réflexions engagées sur certaines thématiques.

Parce qu'elle perçoit les SCoT comme des outils majeurs pour le développement équilibré et maîtrisé du territoire breton, la Région s'attache à contribuer de façon constructive à leur élaboration et à leur mise en œuvre, en partenariat avec les acteurs locaux. En amont du projet arrêté, dans le cadre de son rôle de personne publique associée (PPA) et en tant que rédactrice du SRADDET, la Région vise à multiplier les échanges, faciliter la mutualisation des réflexions et la valorisation des bonnes pratiques.

Du fait de leur caractère prescriptif et de leur forte corrélation avec les objectifs du schéma directement rattachés aux questions de planification et d'urbanisme, la Région a choisi de structurer son avis final autour des règles du fascicule du SRADDET. Il s'agit ici, dans la perspective de l'élaboration ou la révision à venir de l'ensemble des SCoT bretons prévu par le cadre législatif, de rappeler les priorités régionales en matière d'aménagement du territoire, sans hiérarchisation des domaines traités. **Les analyses et les propositions présentées dans ce document doivent être appréhendées comme une contribution participative de la Région Bretagne à la finalisation du SCoT.**

## I. Equilibre des territoires

### Règle 1.9 : Cibles territorialisées de consommation foncière maximale pour la tranche 2021-2031

Les SCoT, et en l'absence de SCoT les PLU-I, pourront autoriser une consommation foncière effective maximale d'espaces agricoles, naturels et forestiers, pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2021 au 31 août 2031, correspondant aux enveloppes territoriales suivantes (en hectares) :

SCOT de la CC Arc Sud Bretagne	139
SCOT Cap Atlantique	31
SCOT Centre-Ouest Bretagne	199
SCOT de la CA Concarneau Cornouaille Agglomération	123
SCOT de Dinan Agglomération	243
SCOT de la CC Loudéac Communauté- Bretagne Centre	163
SCOT de l'Odé	322
SCOT de l'Ouest Cornouaille	229
SCOT du Pays d'Auray	254
SCOT du Pays de Brest	745
SCOT du Pays de Brocéliande	256
SCOT du Pays de Fougères	216
SCOT du Pays de Guingamp	299
SCOT du Pays de Lorient	304
SCOT du Pays de Morlaix	307
SCOT du Pays de Ploërmel - Coeur de Bretagne	296
SCOT du Pays de Pontivy	275
PLUI de Baud Communauté	48
SCOT du Pays de Redon - Bretagne Sud	118
SCOT du Pays de Rennes	992
SCOT du Pays de Saint-Brieuc	513
SCOT du Pays de Saint-Malo	461
SCOT du Pays de Vitré	305
SCOT du Pays des Vallons de Vilaine	191
PLUI de la CC Questembert Communauté	86
SCOT de la CA Quimperlé Communauté	120
SCOT du Trégor	203
SCOT de la CA Golfe du Morbihan – Vannes Agglomération	426
Commune Ile de Ouessant	0,4
Commune Ile de Sein	0,1

**Rappel** Les SCoT bi-régionaux se voient attribuer une enveloppe foncière correspondant aux communes du SCoT situées en Bretagne, qui sera à additionner à l'enveloppe foncière attribuée par le SRADDET de la Région voisine pour les communes restantes

Le SCoT du Trégor indique un compte foncier global de 304,5 ha sur la période d'application du SCoT prévue jusqu'en 2040, réparti comme suit :

- 203 ha sur la période 2021-2031 correspondant à un objectif de consommation d'espaces naturels agricoles et forestiers ;
- 101,5 ha estimés sur la période 2031-2041 correspondant à un objectif d'artificialisation des sols (-50% de la consommation de la décennie précédente) en vue de tendre vers le ZAN à horizon 2050.



Cette enveloppe foncière de 304,5 ha a été affectée localement à chaque grande thématique selon les besoins identifiés et affinée selon différentes considérations :

- Un volume consolidé de 211 ha pour l'habitat (production de logements), comprenant la mobilisation de la garantie rurale (de 1 ha) pour 22 communes. L'objectif de production de logements annuel (fixé à 500 logements) est revu à la baisse compte tenu d'un taux de croissance démographique révisé à 0,23 % par an (au lieu de 0,6 % initialement). Le SCoT propose un principe de territorialisation permettant une répartition de la production de logements entre les communes : 50 % pour les communes pôles (pôle principal, pôles secondaires et pôles relais) et 50 % dans les centralités communales.
- Un volume de 45 ha pour l'activité économique, correspondant aux besoins identifiés en matière de foncier économique, sur la base de la stratégie économique définie à 2040 pour le territoire. Dans ce cadre, il a été tenu compte des gisements fonciers et potentiels de densification sur les PAE, la requalification des friches et l'immobilier déjà existant, démontrant une réelle volonté de limiter la consommation d'espaces. Les besoins d'extension sont répartis selon la typologie établie des EAE du Trégor. A noter qu'aucun potentiel d'extension n'est envisagé pour les espaces commerciaux périphériques.
- Un volume initial de 56 ha pour les équipements et les infrastructures d'intérêt communautaire révisé à la baisse. Le décompte final prend donc en compte des besoins identifiés à 20,4 ha et Le SCoT indique conserver le différentiel de 28 ha par rapport à l'enveloppe de consommation maximale définie dans le SRADDET afin de mobiliser ce foncier pour des opérations d'habitat spécifiques, d'équipements ou d'infrastructures non connus à ce jour.

**Avis régional : La modification du SCoT du Trégor respecte la consommation foncière effective maximale d'espaces agricoles, naturels et forestiers, pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2021 au 31 août 2031 dont l'enveloppe maximale a été déterminée suite à la modification n° 1 du SRADDET Bretagne, approuvée en février 2024.**

Il est à noter que l'enveloppe déterminée par la Région est une autorisation maximale de consommation et non une cible à atteindre.

Concernant le différentiel de 28 ha, il est indiqué dans le SCoT qu'il appartient aux documents d'urbanisme communaux de définir les secteurs d'urbanisation ainsi que la vocation dévolue à cette superficie, dans le respect des enveloppes définies. Le PLUI-H en cours d'élaboration devrait permettre d'accompagner au mieux cette déclinaison.

La Région souligne les efforts annoncés en matière de maîtrise de la consommation d'espace et prend acte du renoncement à certains ouvrages (pont sur le Léguer à Lannion, rocade d'agglomération au sud de Lannion et contournements des bourgs de Ploubezre et Plouaret).

